

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **29 (1971)**

Heft 1

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Bibliographie

Le budget prévisionnel: information, participation ¹

Le problème essentiel de l'entreprise actuelle est un problème d'équité tant à l'intérieur de cette dernière que vis-à-vis de groupes sociaux externes, car on ne saurait isoler une entreprise de son milieu. Le contrôle budgétaire apparaît à l'auteur comme l'axe autour duquel peut se réaliser l'évolution nécessaire de l'entreprise. Cette méthode repose sur des techniques de comptabilité analytique d'exploitation, de prévision de production, d'étude de marché. Elle consiste à étudier les causes d'écart exprimés en termes monétaires et en termes d'unité de production, qui apparaissent entre les prévisions et les réalisations. L'objectif de la méthode est d'obtenir des écarts et non de réaliser des prévisions.

Dans une première partie, M. Louis Stauffer étudie l'aspect technique du contrôle budgétaire. Il situe tout d'abord le budget dans le cadre de l'entreprise, sa réalisation pratique et le compare avec le système des coûts standards. Puis, il traite la mise en place du contrôle budgétaire et définit l'importance du rôle de la direction et l'obligation d'une adhésion du personnel à la méthode du contrôle budgétaire. L'information joue ici un rôle essentiel. Les fonctions du contrôleur de gestion font l'objet du troisième chapitre de cette partie qui s'achève par une énumération des avantages et des dangers du contrôle budgétaire.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'influence du contrôle budgétaire sur l'évolution de l'entreprise. L'auteur y aborde les problèmes relatifs au contrôle budgétaire en connexion avec la nature de l'entreprise, la direction, les cadres et les ouvriers. Les rapports liant le contrôle budgétaire à la promotion, à la structure et au rôle social de l'entreprise sont examinés à la fin du livre.

Dans sa conclusion, l'auteur fait remarquer que le contrôle budgétaire est la meilleure technique pour faire participer le personnel et pour l'amener à adhérer à la production; il permet également de concilier les exigences de la planification, les nécessités de la recherche du profit, la lutte contre les gaspillages et facilite la naissance de la nouvelle entreprise par le rôle déterminant qu'il donne à l'homme.

Les directeurs financiers, experts-comptables, contrôleurs, professeurs et étudiants tireront profit de cet ouvrage intéressant et de lecture aisée.

C. VUICHOU

¹ LOUIS STAUFFER: *Le budget prévisionnel, information, participation*, 144 p. Entreprise Moderne d'Édition, Paris, 1969.

Gestion et administration de l'hôpital privé ¹

L'accroissement de la longévité, les mouvements de population, l'exigence toujours plus grande des individus en matière de soins, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, notamment en ce qui concerne les conditions d'hospitalisation, sont caractéristiques de l'époque moderne. Indépendamment des progrès de la médecine, la question se pose dès lors de savoir si les possibilités d'hébergement et d'hospitalisation offertes aux malades sont et seront suffisantes. Les hôpitaux publics ne peuvent plus ou ne pourront plus à l'avenir répondre à toutes les exigences de la médecine moderne. Dès lors, on peut imaginer la création d'hôpitaux privés à but non lucratif, mais sous contrôle de l'autorité publique, et dirigés selon les règles de la gestion privée. C'est à cette formule originale que M. Moget, expert-comptable, consacre son ouvrage, dans lequel il délaisse volontairement l'étude de la gestion des hôpitaux privés à but lucratif.

Après une première partie consacrée aux aspects budgétaires de la Santé publique en France et à la législation hospitalière, l'auteur s'attache à l'étude des caractères de l'hôpital privé. Cette démarche l'amène à examiner tour à tour l'origine des hôpitaux, qu'il décele dans la manifestation de la charité chrétienne, le problème des investissements et des prix de journée, les divers produits et charges qui entrent dans le calcul, la détermination du résultat, enfin les aspects relevant de la gestion financière, et plus particulièrement les problèmes relatifs à la trésorerie.

La présentation de la comptabilité analytique fait l'objet de la troisième partie, qui couvre un vaste champ allant des règles et principes généraux aux clés de répartition et à l'étude des sections à prestations réciproques. La fin de cette troisième partie est consacrée à l'examen de certains services formant sections, tels notamment la cuisine, la pharmacie, la radiologie, les laboratoires, les services administratifs. Un organigramme d'entreprise complète utilement cette étude. Dans ses conclusions, l'auteur rappelle les grands problèmes posés en matière d'hospitalisation, expose de nouvelles formules, étudie enfin l'organisation et la rationalisation des établissements, en procédant à la définition et à l'étude des actions à exercer.

Le livre de M. Moget intéressera les dirigeants des œuvres privées, les gestionnaires de tâches d'intérêt général et les contrôleurs.

V. CARRARD

La Reproduction du Capital selon Karl Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev ²

Dès la première phrase de son ouvrage, M. Jacques Nagels nous précise le but qu'il poursuit: « dégager une filiation dans la pensée économique à partir de l'œuvre de Boisguillebert jusqu'aux balances intersectorielles soviétiques en passant par F. Quesnay et K. Marx ». La promesse est tenue. Tout au long de l'ouvrage, il ne sera question que de la reproduction du capital, fort bien analysée chez les différents auteurs évoqués.

Un sujet aussi technique pouvait être traité d'une façon absolument neutre. L'auteur n'y parvient guère. Ses sympathies à l'égard de Marx et de ses disciples infléchissent souvent

¹ JEAN MOGET: *Gestion et administration de l'hôpital privé*, 206 p. Berger-Levrault, Paris, 1969.

² Jacques NAGELS: *Genèse, contenu et prolongements de la notion de reproduction du capital selon Karl Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev*. 274 p. Ed. Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1970.

son jugement, au cours d'analyses pourtant purement quantitatives, dans une direction qui n'est pas nécessairement celle que suit l'esprit du lecteur. M. Nagels donne l'impression qu'à ses yeux, le grand mérite de Boisguillebert et de Quesnay est d'avoir débroussaillé la voie qui devait conduire à Marx, alors que tout ce qui succéda à l'auteur du *Capital*, de Keynes à W. Leontiev, ne représente qu'un prolongement de la grande pensée marxiste. En somme, tout conduit à Marx et tout en procède. Cette étude ne s'adressant, par son sujet très spécial, qu'à des lecteurs déjà informés des problèmes que posent la circulation des richesses et l'accumulation du capital, ceux-ci n'éprouveront aucune peine à distinguer l'exposé scientifique des opinions personnelles d'un auteur à qui personne ne conteste le droit de s'engager.

Le meilleur chapitre nous a paru être celui réservé à Boisguillebert. Il n'est que trop évident, comme le relève très justement M. Nagels au cours de cette première section, que Pierre le Pesant de Boisguillebert mérite beaucoup plus que le relatif oubli dans lequel il est tombé. Ce Normand appartient à la famille des précurseurs de l'économie qui sont parfois cités, mais ne sont plus que rarement lus. Pourtant, sa conception du rôle et de la nature de la monnaie est fort remarquable pour l'époque. Boisguillebert établit très clairement que ce n'est pas avec de l'argent que le prince entretient ses armées, mais bien avec des produits. Pour lui, « l'argent n'est que le moyen et l'acheminement ». Du coup, Montesquieu fait presque figure de disciple lorsqu'il dénonce, dans *L'Esprit des Lois*, « cette richesse de fiction et de signe » que sont l'or et l'argent. Enfin, Boisguillebert, en soulignant « qu'un écu chez un pauvre ou un très menu commerçant fait cent fois plus d'effet, ou plutôt de revenu que chez un riche », n'a-t-il pas formulé l'essentiel de la théorie du multiplicateur de Keynes, fondée sur une propension marginale à consommer d'autant plus élevée, que le revenu est plus bas ? Il est décidément bien difficile de ne pas se compter des précurseurs.

Le grand mérite de M. Nagels nous paraît donc être celui d'avoir attiré l'attention sur l'intérêt que présente, aujourd'hui encore, l'étude de Boisguillebert. On aurait souhaité néanmoins que l'auteur s'étende davantage sur certaines propositions qu'il avance sans les appuyer sur des faits probants, alors que ces thèses heurtent de front des idées peut-être préconçues, mais généralement admises. Qu'il y ait « profonde crise économique, née d'une stagnation séculaire » dans la France de Boisguillebert, chacun l'admet sans peine. Mais, s'agissait-il réellement d'une crise de sous-consommation, comme l'affirme l'auteur (p. 47), exigeant l'application d'une politique de style keynésien afin de « relancer la consommation en diminuant toutes sortes d'impôts », et donc de résorber une surproduction désastreuse ? Le doute est permis aussi longtemps que les faits n'auront pas été minutieusement établis. C'est en 1695 que Boisguillebert publie *Le Détail de la France sous le règne présent*. La stagnation séculaire a-t-elle pris fin depuis le siècle précédent, où l'abondance de monnaie créa non pas l'accroissement de la production, mais l'inflation redoutable qui inquiéta si fort Charles IX et qu'analysa Jean Bodin ? Et la faillite de John Law, en 1720, six ans après la mort de Boisguillebert, n'a-t-elle pas établi que ce n'était pas tant d'une insuffisance de monnaie dont souffrait la France que d'une mauvaise organisation de la production, condamnant celle-ci à l'insuffisance ? Peut-on, dans ces conditions, prétendre que l'économie, à l'époque de Boisguillebert, se caractérisait plutôt par la sous-consommation que par la sous-production ?

Dès qu'il s'écarte de son sujet, M. Nagels affirme souvent plus qu'il ne démontre, sans que ses prises de position un peu abruptes ne soient nécessaires à son exposé. Ainsi, par exemple, lorsqu'il écrit : « L'école classique pense que tout peut être fait sans l'Etat, tandis que Boisguillebert estime certes qu'il faut réformer l'Etat, mais non abolir toute intervention

étatique » (p. 25). Rien n'est plus contestable que la première proposition. On n'en finirait pas de reproduire les passages où Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say — pour ne citer que de très grands noms — en appellent à l'Etat pour réglementer la monnaie, le crédit, ou même, chez Say par exemple, pour orienter la consommation dans un sens favorable à l'économie et à l'intérêt supérieur de la société.

Le *Tableau économique* de Quesnay, mieux connu que l'œuvre de Boisguillebert, est étudié par l'auteur d'une façon très claire et souvent originale, notamment dans la représentation graphique des échanges. On croyait jusqu'ici à une filiation directe entre Quesnay et W. Leontiev, filiation que ce dernier n'a jamais manqué de souligner lui-même. M. Nagels, en revanche, insiste beaucoup sur l'apport de Quesnay à Marx, sur le rapport direct entre l'œuvre de Marx et les balances soviétiques des années 1923-24, et sur l'inspiration purement marxiste et soviétique du *Tableau Input-Output* de Leontiev en 1941.

Quant aux développements relatifs à la reproduction du capital chez Marx, ils sont, eux aussi, classiques. L'auteur s'est efforcé à une présentation simple d'une pensée qui ne l'est guère. On ne saurait mieux faire. Il insiste à juste titre sur le haut niveau d'abstraction auquel Marx, ici comme ailleurs, se situe de préférence. Il ne relève pas le fait qu'en recourant à de telles abstractions et à l'usage généralisé des moyennes, on se livre davantage à un plaisir de l'esprit qu'on ne parvient à expliquer la réalité du fait économique, ni surtout à permettre une action en matière économique. Sur ce point précis, cependant, l'auteur prend indirectement, mais très fermement position. Selon lui, « les tableaux Input-Output ne peuvent sortir leurs pleins effets qu'au service d'une planification socialiste » (p. 251). Et encore: « On voit tout de suite les freins qu'oppose l'économie du marché à une telle utilisation des tableaux Input-Output [...] A l'inverse, dans une économie planifiée, où l'économie est vraiment devenue translucide par la suppression, notamment, du secret des affaires, dans une telle économie le planificateur peut décider des objectifs à atteindre, déterminer la variante optimale de l'appareil économique et faire réaliser cette variante par les entreprises. Ce n'est que dans une telle situation que l'outil I-O, en se perfectionnant, peut vraiment s'épanouir » (pp. 258-259). M. Nagels précise encore que sur cette voie, certaines démocraties populaires précèdent l'URSS, telle la Pologne qui publiait son Tableau à 35 secteurs en 1959 déjà, sur la base des chiffres de 1957.

Hélas! Pendant que nous écrivons ces quelques lignes, la radio renseigne le monde sur la situation économique catastrophique de la Pologne où la sous-production a entraîné la sous-consommation forcée, la hausse brutale des prix des denrées alimentaires le 13 décembre 1970, les révoltes populaires de Gdansk, Gdynia, Sopot, Szczecin et d'ailleurs encore, les privations poussant partout les consommateurs au désespoir. Cela n'infirme toutefois qu'en partie la thèse de l'auteur, nous semble-t-il. A nos yeux, il a raison de relever le fait que les balances I-O ne peuvent être d'un très grand secours dans la politique économique des pays du Monde libre. La réalité, devant laquelle le théoricien doit toujours s'incliner, nous oblige à convenir qu'il n'en va pas autrement au sein des économies collectivistes. La raison en est simple: il ne sera jamais possible de rassembler au même moment la multitude innombrable des données qui influent sur une économie nationale. Les erreurs seront nécessairement plus graves là où seule une direction étatique s'efforce de les prévenir, qu'ailleurs où chaque être, guidé par l'intérêt, s'ingénie à les éviter.

Un livre qui fait naître un grand nombre de réflexions mérite à coup sûr d'être lu. C'est le cas de l'ouvrage de M. Nagels.

F. SCHALLER

